



Le Mémo

de la Table

Janvier-Février 2019

Édito

EN PLUS D'ÊTRE UN SERVICE, LA SANTÉ EST UN DROIT HUMAIN

En novembre, le Canada a reçu la visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, Monsieur Dainius Pūras. La Table, en compagnie de 13 autres organisations nationales, membres et alliées, a eu l'opportunité de rencontrer M. Pūras. À cette occasion, [nous lui avons présenté les atteintes aux droits constatées dans nos champs d'intervention respectif, ainsi que les solutions portées par nos organisations](#) : violences obstétricales; médicalisation des problèmes sociaux plutôt que réduction de la pauvreté et de la violence; hausse inquiétante du recours à des mesures coercitives en psychiatrie et manque flagrant de disponibilité et d'accessibilité à des soins de santé mentale; approche encore trop timide de l'éducation sexuelle; manque de soutien à la prévention des violences contre les enfants, les jeunes et les femmes; discriminations et obstacles persistants quant à l'accès à la santé, vécues par les communautés culturelles, les personnes séropositives, celles en situation d'itinérance, vivant avec des limitations fonctionnelles, et plus encore ! Tout cela a été mis en parallèle avec les vagues successives de réformes et de coupes dans les budgets alloués à la santé et aux services sociaux, ayant déstructuré nos services publics et introduit une logique de privatisation.

Bien entendu, la Table n'a pas manqué de souligner le manque

de ressources des 3000 organismes communautaires en santé et services sociaux, dont le rôle est essentiel en matière d'approches innovantes et de transformations sociales en faveur d'une meilleure santé globale, à la fois des personnes et de notre société. Sans compter que les groupes sont des lieux privilégiés de participation des citoyennes et des citoyens à ces transformations. Car une bonne santé démocratique, c'est bien au-delà des élections aux quatre ans. C'est aussi, et surtout, pouvoir être engagé activement dans les réflexions et décisions collectives qui affectent nos conditions de vie, de santé et de dignité.

En 2019, la Table et ses membres vont continuer de s'outiller pour mieux défendre le droit à la santé des personnes et des communautés avec qui les groupes communautaires travaillent. Et, en juin prochain, lorsque le Rapporteur spécial déposera ses recommandations sur le respect du droit à la santé au Canada, elle sera là pour rappeler, à nos gouvernements, leurs responsabilités à l'égard de la population.

L'harmonisation administrative du PSOC : pour plus d'équité

Depuis 2003, le milieu communautaire et le MSSS ont contribué à de nombreux travaux visant l'harmonisation administrative du PSOC et d'importantes règles administratives sont maintenant harmonisées grâce à ces efforts concertés.

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 44 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé. À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs. L'équipe de la Table est composée de Mercédeez Roberge, coordonnatrice et Marie-Sophie Villeneuve, responsable de la mobilisation et des communications

Contenu de ce Mémo

- Édito
- Des nouvelles de la campagne CA\$\$\$H
- Des nouvelles de la campagne Engagez-vous pour le communautaire
- 20 février - Journée internationale pour la Justice sociale : appel aux mobilisations unitaires régionales
- Les municipalités et l'action communautaire autonome : fiches d'information du RQ-ACA
- Concours de la Semaine québécoise intergénérationnelle
- Le vol des pensions alimentaires, c'est assez!
- Pétition contre la discrimination envers les étudiantes et les étudiants en situation de handicap
- File d'attente symbolique pour dénoncer la non-accessibilité des services de santé et sociaux, pour les personnes vivant avec des limitations fonctionnelles
- Perspective critique de la nouvelle Loi fédérale visant à faire du Canada « un pays exempt d'obstacles »
- Nouvelles du Mouvement Jeunes et Santé mentale
- Retour sur la Grande consultation jeunesse 2018
- Enquête québécoise sur la santé des jeunes
- 29e Semaine de prévention du suicide : Parler du suicide sauve des vies
- Le Regroupement des organismes ESPACE du Québec fête ses 30 ans!
- Conférence de M. Juan E. Méendez, ex-Rapporteur des Nations Unies contre la torture : Traitement des personnes vivant un problème de santé mentale
- Webinaire « Les pouvoirs de la gratitude »
- Des nouvelles sur le front de la lutte au VIH-Sida
- Stratégie nationale de soutien aux proches aidants
- Rapport « La grande récolte »
- La Semaine québécoise des Popotes roulantes
- Publication : « Votre antiféminisme, nos répliques. De l'humour à l'affrontement physique »
- Dévoilement du thème de la prochaine Semaine de l'action bénévole : Et si on osait... bénévoler!
- Nouveau rapport de recherche « Le bénévolat selon les Québécois »
- Le vol des pensions alimentaires pour enfants, c'est assez!
- Municipalités alliées contre la violence conjugale
- Nouvelle campagne pour faire connaître les centres de femmes : Donne-toi de l'air
- Publication : « Femmes victimes de violence et système de justice pénale : expériences, obstacles et pistes de solution »
- Nouvelles de la campagne L'éducation à la sexualité, ça va pas s'faire par magie !
- La brochure « La violence conjugale, c'est quoi au juste? » fait peau neuve!
- Réflexion : « Rémunération des stages : une lutte féministe »
- Mettre fin à la stérilisation forcée des femmes autochtones
- Trousse d'outils pour les alliées aux luttes autochtones
- La Coalition solidarité santé appuie la Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique
- Nouvelles de la campagne De travailleuses à chômeuses, même injustice, même combat!
- Régime d'assurance-médicament public et universel
- Accès aux soins pour migrants en situation irrégulière: Lettre ouverte au gouvernement fédéral canadien
- Itinérance et programme « Vers un chez soi » : une entente Canada-Québec se dessine
- Le vrai nombre de sans-abri?
- Campagne Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement
- Déclaration commune pour le salaire minimum à 15\$/heure
- Les groupes de défense collective de droits craignent un virage individuel dans le financement gouvernemental
- Journée internationale des femmes 2019 : thème, visuel et calendrier
- Publication : « 11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique »
- Rapport annuel de la Protectrice du citoyen : « Les services publics doivent honorer leurs engagements »
- Loi sur les normes du travail et Loi sur le harcèlement psychologique
- Encore plus de publications!
- Symposium Éthique et travail social : nouvelles voies pour la pensée et pour l'action

Par exemple, le cadre sur la reddition de comptes a été harmonisé en 2008, la convention triennale de soutien financier, mise en place en 2012, est identique pour tous les groupes, et depuis 2013, un même formulaire annuel de demande du PSOC est utilisé partout. Ces documents fixent donc les règles qui doivent s'appliquer de la même manière pour tous les groupes, afin qu'il soient traités avec équité.

Cependant, il existe encore de fortes disparités de traitement; des groupes ayant des missions similaires pouvant être admis au PSOC dans une région et pas dans une autre, ne pas recevoir de montants comparables, ou encore, devoir transmettre des informations ou des documents supplémentaires à ce qui a été convenu par les documents harmonisés. Ces traitements inéquitables des groupes signifient que le gouvernement soutient différemment la population selon les régions, perpétuant

ainsi des inégalités sociales importantes, ce qui va à l'encontre du droit à la santé.

En fin de compte, ces iniquités produisent d'importantes disparités sociales : les jeunes dans la rue ou les femmes victimes de violence, par exemple, ont droit à ce que les ressources communautaires soient financées par l'État en toute équité et ce, partout au Québec. À ce titre, les regroupements nationaux jouent un rôle crucial d'analyse et de soutien des groupes, car il porte les missions des groupes à la grandeur de la province.

La récente distribution du 17M\$ de rehaussement des subventions pour 2018-2019 a de nouveau montré de grandes variations de traitement, malgré que des balises ministérielles aient été transmises. Nous y reviendrons plus en détail suite à l'analyse du sondage mené dans le cadre de la Campagne CA\$\$\$H - Horizon budget 2019.

Dans l'intervalle, la Table a produit un document de vulgarisation sur le sujet de l'harmonisation administrative du PSOC. Nous l'avons fait, sous la forme de [Foire aux questions](#), que nous vous invitons à consulter.

Consultations prébudgétaires 2019 : « Horizon budget 2019 : un petit pas pour le ministère, une énorme différence pour 3000 groupes communautaires »

Comme à son habitude, la Table dépose un mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires, mais cette année elle a, en plus, eu l'occasion de le présenter au cabinet du ministère des Finances, le 29 janvier dernier. Pour la préparation du premier budget du gouvernement de la CAQ, le ministère des Finances innove en rendant disponible, sur son site Internet, la liste des [organisations rencontrées](#) et les [mémoires déposés](#). Espérons que cela sera le gage d'une plus grande écoute. Les consultations se déroulent du 14 janvier au 15 février.

[Pour consulter le Mémoire prébudgétaire de la Table](#)

Ce Mémo contient plusieurs campagnes et appels à actions. La Table vous invite à les appuyer et à y participer. Bonne lecture!

Des nouvelles de la campagne CA\$\$\$H Rencontres avec député-es, outils formulaire PSOC

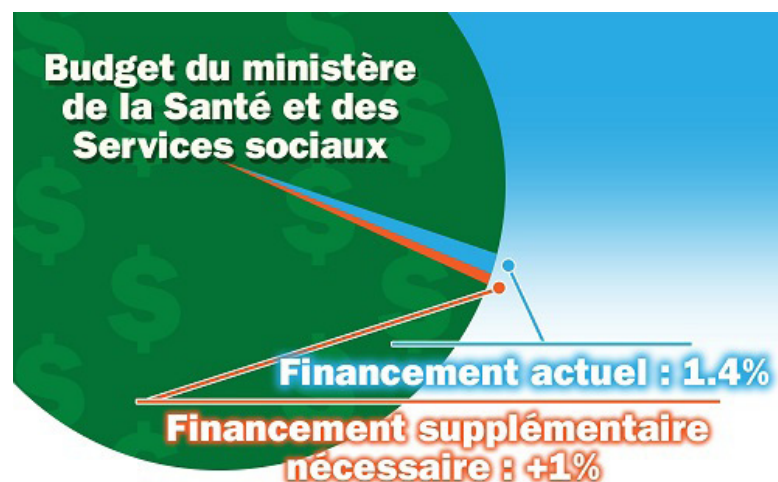
Orchestrée par la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, [la campagne CA\\$\\$\\$H](#) poursuit son travail de revendications pour un meilleur PSOC. En nouveauté depuis les dernières élections :

Une Boîte à outils pour les groupes souhaitant organiser une rencontre avec leur député-e

- Modèle de lettre de demande de rencontre, aide-mémoire sur les étapes à suivre, exemple d'ordre du jour, modèle de communiqué de presse... En format Word et Pdf, n'hésitez pas à adapter les outils selon vos besoins et vos connaissances! [Toutes les informations sur la Boîtes à outils ici](#)
- Vous avez rencontré votre député-e? [Un court formulaire d'évaluation](#) vous permet de faire votre bilan et d'informer l'équipe de la campagne CA\$\$\$H.

Une vignette pour demander l'augmentation du financement du PSOC sur les réseaux sociaux

N'hésitez pas à la partager copieusement, notamment en identifiant votre député-e (@NomDeVotreDéputé) et madame McCann, ministre de la Santé et responsable du PSOC (@DanielleMcCannCAQ) [Pour télécharger la vignette](#)



**Un petit pas pour le ministère,
une énorme différence pour
3000 groupes
communautaires !**

#CASSH | trpoch.org/campagneassh



Des nouvelles de la campagne CA\$\$\$H (suite)

Rencontres politiques

Afin de discuter de nos préoccupations concernant le financement et la gestion du PSOC, le Comité de coordination (Coco) de la campagne CA\$\$\$H a pu rencontrer Sol Zanetti, porte-parole de Québec solidaire en matière de santé et services sociaux. Les discussions ont été fort intéressantes, pour une rencontre d'une durée de 2 heures.

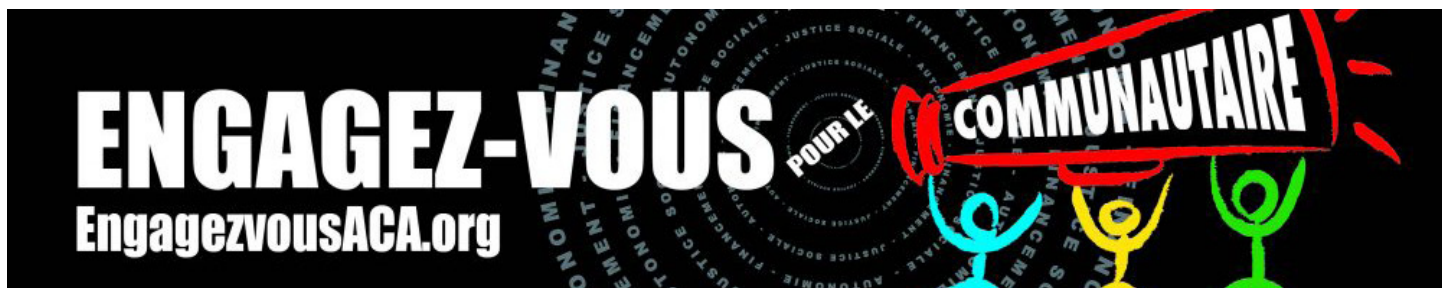
Demandes PSOC 2019-2020 et campagne CA\$\$\$H: formulaire abrégé, seuils planchers, indexation

Voici deux documents pour vous faciliter la tâche dans la préparation de votre demande PSOC, et pour inscrire cette importante étape du PSOC dans le cadre de la campagne CA\$\$\$H.

- Le document « Analyse du formulaire abrégé PSOC 2019-2020 et suggestions pour y répondre » s'adresse spécifiquement aux regroupements provinciaux, mais certaines informations peuvent être utiles aux groupes de base.
- Le document « Comment utiliser le formulaire PSOC pour les revendications de la campagne CA\$\$\$H » invite les organismes relevant du MSSS à exprimer leurs besoins réels et optimaux dans leur demande PSOC. Il contient tous les renseignements utiles concernant les seuils planchers et l'indexation en vue du formulaire PSOC 2019-2020, tant pour les groupes locaux, régionaux et nationaux.

[Pour plus d'information et pour télécharger les documents](#)

Pour toute question et rejoindre l'équipe de la campagne CA\$\$\$H : casssh@trpocb.org



Des nouvelles de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* Rencontre avec député-es, bilan et mobilisations

Plateforme et guide pour rencontre avec votre député-e

La campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), a remis au goût du jour sa plateforme politique et son guide de représentation, pour les groupes souhaitant rencontrer leur député-e et présenter les revendications de la campagne.

[Cliquez ici pour les informations et documents](#)

Bilan

Une importante démarche de bilan sera lancée très bientôt: cahier de consultations et rencontre nationale de bilan (le 25 avril). En tant que membre du comité de coordination de la campagne Engagez-vous pour le communautaire, la Table invite tous les groupes et regroupements à participer à l'exercice. Surveillez les prochaines infolettre de la campagne, pour tous les détails!

Des nouvelles de la campagne Engagez-Vous (suite)

20 février - Journée internationale pour la Justice sociale : appel aux mobilisations unitaires régionales

La campagne Engagez-vous se joint à la Coalition Main Rouge pour un appel aux mobilisations régionales unitaires pour la justice sociale, le 20 février prochain. Voir toutes les informations [sur le site Internet de la campagne](#), et ci-dessous.

Des nouvelles de la Coalition Main Rouge 20 février - Journée internationale pour la justice sociale: appel aux mobilisations unitaires régionales

Le 20 février, Journée mondiale de la justice sociale, la [Coalition Main rouge](#), en collaboration avec la campagne Engagez-vous pour le communautaire, lance un appel à des mobilisations régionales unitaires, afin de rappeler au nouveau gouvernement le besoin de réinvestir massivement dans :

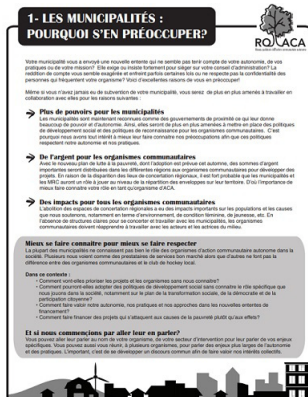
- Les services publics
- Les programmes sociaux
- L'action communautaire autonome

Détails et matériel, incluant une liste des groupes à contacter par région : [cliquez ici](#)

[Événement facebook national avec les détails par région](#) | [Événement facebook Montréal](#)



Les municipalités et l'action communautaire autonome: fiches d'information du RQ-ACA



Avec le nouveau Plan de lutte contre la pauvreté et l'autonomie accrue des municipalités en matière de développement social, les organismes communautaires sont appelés à travailler de plus en plus étroitement avec les municipalités. Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome ([RQ-ACA](#)) a produit 4 fiches d'information afin d'aider les organismes à démystifier, avec leur municipalité, la nature des organismes d'ACA et les avantages de faire pleinement confiance aux gens de la communauté pour trouver des solutions adaptées aux problèmes sociaux présents sur leur territoire. Vous pouvez consulter et télécharger les fiches [à cette adresse](#).

Concours de la Semaine québécoise intergénérationnelle

La nouvelle édition du concours de la [Semaine québécoise intergénérationnelle](#), organisée par [Intergénération Québec](#) est maintenant ouverte! Bibliothèques, écoles, organismes communautaires, municipalités, résidences, entreprises ou citoyens, le concours est ouvert à tous. Véritable tremplin pour les projets qui nouent des liens entre les générations, la Semaine québécoise intergénérationnelle a permis à de multiples organismes de faire connaître leurs activités. Sa prochaine édition se tiendra du 19 au 25 mai 2019.

Et pour la première fois cette année, chaque projet lauréat des cinq catégories se verra remettre une bourse de 1000 \$ grâce à la Fondation Luc Maurice.



Si vous avez organisé une activité ou mis sur pied une initiative intergénérationnelle entre mai 2018 et avril 2019, vous êtes invité à connaître votre projet : inscrivez-vous avant le dimanche 17 mars 2019, en remplissant le formulaire d'inscription en ligne (et en n'oubliant pas de consulter les conditions de participation).

[Toutes les informations et le formulaire se trouvent ici](#)

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter Matthieu Fannièrre : par courriel ou par téléphone au 514 382-0310 poste 203 (sans frais : 1 866 772-7222)

Le vol des pensions alimentaires pour enfants, c'est assez!



La Coalition contre le détournement des pensions alimentaires pour enfants - dont est membre la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) - et le [Collectif pour un Québec sans pauvreté](#) ont fait parvenir, aujourd'hui, un mémoire conjoint au ministre des Finances du Québec dans le cadre de ses consultations prébudgétaires. Les auteurs du mémoire invitent le gouvernement de la CAQ à profiter du dépôt du tout premier budget de son histoire pour mettre fin au détournement des pensions alimentaires pour enfants, une injustice qui touche des milliers de familles au Québec, pourtant parmi les plus pauvres.

[Pour accéder au communiqué et au mémoire](#)

Pétition

Contre la discrimination envers les étudiants-es en situation de handicap - Aide aux études

Présentement, les mesures d'accommodement pour avoir accès à l'aide financière aux études sont uniquement destinées aux étudiants-es avec des handicaps physiques. Les personnes ayant un handicap dit émergent, soit un trouble déficitaire de l'attention, un trouble de santé mentale non épisodique, un trouble du spectre de l'autisme, une déficience intellectuelle ou un trouble d'apprentissage, ne peuvent plus en bénéficier. [Pour signer la pétition](#)

File d'attente symbolique pour dénoncer la non-accessibilité des services, pour les personnes vivant avec des limitations fonctionnelles

Le 3 décembre dernier, à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, des dizaines de personnes ont bravé le froid, à l'invitation du [Mouvement PHAS](#), pour participer à une file d'attente symbolique et animée.

Cette action de sensibilisation visait à illustrer les délais d'attente et les impacts des compressions sur les services et programmes de réadaptation, d'hébergement, de soutien à domicile, de soutien à la famille et d'activités de jour, pour les personnes en situation de handicap et leurs proches. Et à demander au nouveau gouvernement de la CAQ de répondre aux besoins criants et d'agir dès les prochaines semaines !

L'action s'inscrit en continuité avec la campagne [Nous sommes et nous voulons : L'accès aux services, une question d'autonomie](#), pour un réinvestissement majeur dans les programmes et services publics en santé et services sociaux pour les personnes en situation de handicap et leurs proches. La campagne est portée par le [Mouvement PHAS](#) - Personnes handicapées pour l'accès aux services, où l'on retrouve un membre de la Table, soit la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec ([COPHAN](#)).

[Communiqué de presse](#) et [galerie photo](#)



Perspective critique de la nouvelle Loi fédérale visant à faire du Canada "un pays exempt d'obstacles"

Le 27 novembre dernier, le gouvernement canadien a adopté la « Loi visant à faire du Canada un pays exempt d'obstacles ». La COPHAN attire notre attention sur les aspects problématiques de la Loi et, surtout, ce qu'elle garde dans son angle mort : les personnes en situation d'handicap elles-mêmes! « Le 27 novembre dernier, le gouvernement canadien a adopté la « Loi visant à faire du Canada un pays exempt d'obstacles ». La COPHAN attire notre attention sur les aspects problématiques de la Loi et, surtout, ce qu'elle garde dans son angle mort : les personnes en situation d'handicap. »

Pour lire le communiqué de la COPHAN : [Les personnes dites handicapées, parlons-en pour diminuer la stigmatisation!](#)

Voyez également son excellent [mémoire sur le sujet](#).

Des nouvelles du Mouvement Jeunes et Santé mentale Grande rencontre nationale et important appel à l'action

Le [Mouvement Jeunes et santé mentale](#), porté par le Regroupement des auberges du cœur du Québec ([RACQ](#)), le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec ([RRASMQ](#)) et l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec ([AGIDD-SMQ](#)), poursuit sur sa lancée. Le 4 décembre dernier, les signataires de la déclaration commune du Mouvement se sont réunis pour leur rencontre nationale : 85 personnes, toutes au moins jeunes de cœur, ont pris part à une intense session de travail, dans un bel esprit de collégialité. La journée visait à conforter et à bonifier les positions du Mouvement, tout en orientant les travaux du comité de coordination pour les deux prochaines années.

Également, ce mois-ci, des délégués-es du Mouvement ont pu rencontrer la députée Hélène David (qui a fait la proposition en décembre d'une commission parlementaire sur la santé mentale), ainsi que le ministre Lionel Carmant. À l'ordre du jour, la revendication d'une commission politique sur la surmédicalisation des problèmes sociaux des jeunes – [voyez la très claire lettre ouverte sur le sujet](#).



Dernier élément, mais non le moindre, Le Mouvement vient tout juste de lancer un important appel à la mobilisation, pour réclamer la dite commission parlementaire. [Prenez quelques minutes et suivez la démarche proposée.](#)

Les groupes et personnes intéressés à soutenir le Mouvement sont invités [à signer la déclaration commune](#) (si ce n'est pas déjà fait). Visiter aussi le [site Internet](#) et la page [Facebook](#) du Mouvement, pour en savoir davantage et suivre les actualités.

Retour sur la Grande consultation jeunesse 2018

En novembre dernier à Québec, la Grande consultation jeunesse 2018, organisée par la [Coalition Interjeunes](#), a réuni 175 jeunes provenant de 13 régions du Québec. Les personnes présentes ont été appelées à réfléchir et discuter autour de la thématique #JeSuis...au-delà des étiquettes. Les discussions furent très riches et plusieurs recommandations ont été émises. Le rapport de cette consultation devrait être publié sous peu!



Enquête québécoise sur la santé des jeunes

L'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) a récemment publié les données de son Enquête québécoise sur la santé des jeunes du Québec (EQSJK) qui a débuté en 2016-2017 (six ans après la première Enquête, qui avait eu lieu en 2010-2011). Pour mener à bien le processus, l'ISQ a rejoint plus de 62 000 jeunes dans 465 écoles secondaires à travers le Québec. [Pour consulter l'Enquête](#)

29e Semaine de prévention du suicide : Parler du suicide sauve des vies

La [29e Semaine de prévention du suicide](#) est à nos portes (du 3 au 9 février), et se présente sous le thème "Parler du suicide sauve des vies". Organisée par l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS), cette campagne de sensibilisation offre plusieurs outils clé en main :

- Nouveaux visuels féminins et travailleurs;
- Affiches; signets incluant une carte détachable contenant le numéro 1 866 APPELLE et sur lesquels vous pouvez ajouter vos propres ressources d'aide; épingles « T'es important-e pour moi »; etc.



Commandez ces outils de sensibilisation et téléchargez gratuitement les visuels [en ligne](#)

Visitez également [Comment parler du suicide](#), qui propose des pistes pour tous ceux qui ont besoin de parler du sujet : personnes vulnérables au suicide, proches inquiets, intervenants, médias et créateurs, etc.

Réseaux sociaux : des vignettes web et de nouvelles vidéos-témoignages seront disponibles sur [Facebook](#) ou [Youtube](#). N'hésitez pas à partager ces publications sur vos réseaux sociaux. #ParlerDuSuicide #PréventionSuicide

Un calendrier en ligne présente également toutes les activités organisées pour l'occasion. Pour inscrire votre activité au calendrier, envoyez les informations à mrembert@aqps.info

Le Regroupement des organismes ESPACE du Québec fête ses 30 ans!



Depuis sa création en 1989, le [Regroupement des organismes ESPACE du Québec](#) (ROEQ) travaille à mobiliser la communauté autour de l'importance d'offrir à tous les enfants la possibilité de vivre une enfance en sécurité et sans violence. À l'occasion de son 30e anniversaire, l'ensemble du ROEQ souhaite réunir ses membres et différents partenaires pour un 5 à 7 festif!

- Quand : mardi 19 février à 17h
- Où : Hôtel les Suites Labelle, 9e étage, 1205, rue Labelle, Montréal.

Merci de confirmer votre présence avant le 12 février 2019 en contactant Nancy Gagnon au 418 667-7070 ou à administration@espacesansviolence.org

Grande conférence de M. Juan E. Méendez, ex-Rapporteur des Nations Unies contre la torture Traitement des personnes vivant un problème de santé mentale – Normes internationales en évolution



Les récents développements normatifs en matière de droits humains modifient le paysage de ce qui est permis dans le traitement des troubles mentaux. La Convention relative aux droits des personnes handicapées constitue un tournant majeur dans la mesure où elle insiste sur le consentement libre et éclairé du patient avant que tout traitement puisse être dispensé. Certaines thérapies impliquant un degré élevé de douleur et de souffrance et/ou de perte d'autonomie et de liberté, il convient d'analyser ces interventions à la lumière de l'interdiction absolue de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec ([AGIDD-SMQ](#)) aura le plaisir d'accueillir un invité de marque en la personne de M. Juan E. Méendez, rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture (2010-2016). Son allocution portera essentiellement sur le thème de la santé mentale, le tout en lien avec le rapport qu'il a produit en 2013 sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans ce rapport, il recommande aux États le remplacement des traitements et de l'internement forcés par des services à l'échelon de la communauté.

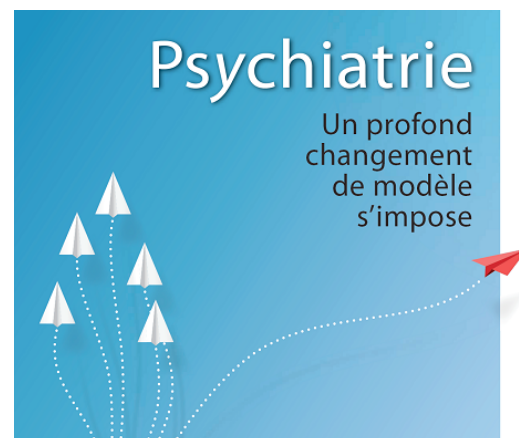
C'est donc avec fierté que l'AGIDD-SMQ nous invite à assister à sa conférence, qui aura lieu le vendredi 1er mars, au Centre Saint-Pierre, situé au 1212, rue Panet à Montréal. [Pour la programmation de l'événement et toutes les informations](#)

Publication

Psychiatrie : Un profond changement de modèle s'impose

En décembre dernier, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la personne, l'[AGIDD-SMQ](#) lançait une toute nouvelle publication Psychiatrie: Un profond changement de modèle s'impose. Ce document présente des constats concernant les mécanismes d'exception que sont les mesures de contrôle, la garde en établissement et l'autorisation judiciaire de soins. L'AGIDD-SMQ a aussi recensé l'expertise locale, régionale, nationale et internationale sur les alternatives à ces mécanismes d'exception. Enfin, la brochure présente un argumentaire remettant en question l'approche essentiellement biomédicale du système psychiatrique, et propose l'abolition des mécanismes d'exception sur la base de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

[Télécharger la brochure gratuitement](#)



CONSTATS ET ALTERNATIVES CONCERNANT
LES MÉCANISMES D'EXCEPTION :

Mesures de contrôle
Garde en établissement
Autorisation judiciaire de soins

Webinaire « Les pouvoirs de la gratitude »

Deuxième rendez-vous d'une série de trois webinaires, offerts par le Mouvement Santé mentale Québec (MSMQ), celui-ci a pour thème « Les pouvoirs de la gratitude », avec la conférencière Rebecca Shankland, Ph. D., psychologue et maîtresse de conférences à l'Université Grenoble Alpes.

Le webinaire présente les résultats de recherche de Madame Shankland, qui a identifié de nombreux effets positifs, sur la santé physique et mentale, pour les individus qui éprouvent fréquemment l'émotion de gratitude. Le webinaire s'adresse principalement aux intervenant.e.s de tous les milieux; et fait partie de la campagne [Agir pour donner du sens](#).

[Pour visionner le webinaire](#)



Des nouvelles sur le front de la lutte au VIH-Sida

Nouvelle capsule VIH info-droits de la COCQ-Sida, sur l'accommodement en milieu de travail



Saviez-vous que dans tout milieu de travail, l'employeur est dans l'obligation d'offrir un accommodement à tout-e employé-e ayant un problème de santé afin de garantir son maintien à l'emploi? La toute récente capsule VIH info-droits de la Coalition québécoise des organismes communautaires de lutte au VIH-Sida ([COCQ-Sida](#)) présente le concept d'accommodement en milieu de travail, et les droits de tout employé-e séropositive.

[La capsule est disponible ici](#)

Découvrez l'IDL et son programme de développement du leadership pour les personnes vivant avec le VIH

Au mois d'août 2017, la COCQ-SIDA, en partenariat avec Ontario Aids Network (OAN) et Pacific Aids Network (PAN), a démarré officiellement le volet québécois de l'[Institut de Développement du Leadership Positif](#) (IDL). Financé par l'agence de la santé publique du Canada (ASPC), ce projet de cinq ans vise à outiller les citoyen·nes vivant avec le VIH du Québec, afin qu'il et elles développent leur potentiel de leadership et accroissent leur capacité à participer, de manière significative, à la vie communautaire. Visionnez la [vidéo de présentation](#) du programme de l'IDL et visitez leur [site Internet](#) pour en savoir plus. Et n'hésitez pas à partager ces ressources auprès des groupes et dans vos réseaux!



Stratégie nationale de soutien aux proches aidants

Se basant sur 20 années d'expériences et de l'expertise de ces 75 membres, le Regroupement des Aidants naturels du Québec (RANQ) a développé une stratégie nationale de soutien aux proches aidants, intitulée "Valoriser et épauler les proches aidants, ces alliés incontournables pour un Québec équitable".

Cette stratégie, vise à interpeller le gouvernement, les décideurs politiques et les différents acteurs donnant des services aux proches aidants pour la création d'un comité interministériel. Il s'agira, en lien avec les organismes communautaires liés aux proches aidants, d'établir les paramètres opérationnels et de financement d'une stratégie nationale de soutien aux proches aidants.

[Plus d'information et pour télécharger la stratégie](#)



Valoriser les proches aidants, ces alliés incontournables pour un Québec équitable

Rapport « La grande récolte »

Plus de 325 personnes, issues de dix régions du Québec, ont participé à La grande récolte des cuisines collectives 2018, menée par le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ). Cette « grande moisson collective des idées » a permis d'aller chercher des réponses aux questions suivantes:

- Quels moyens utilisez-vous pour accéder à une saine alimentation et favoriser votre sécurité alimentaire? Pour quelles raisons utilisez-vous ces moyens?
- Quels sont les obstacles qui vous empêchent de mettre en œuvre les moyens énoncés plus haut?
- On sait que le coût des aliments a augmenté de 26 % au cours des dernières années. Ce n'est pas toujours facile de joindre les deux bouts. Quels sont vos trucs pour y arriver?

[Pour lire le rapport](#)



La Semaine québécoise des Popotes roulantes

Organisée par le [Regroupement des Popotes roulantes](#), la Semaine québécoise des Popotes roulantes aura lieu du 18 au 22 mars prochain, sur le thème Les popotes roulantes, un service alimentaire de qualité!

[Pour plus d'information et pour commander du matériel](#)

SEMAINE QUÉBÉCOISE
DES POPOTES
ROULANTES
DU 18 AU
22 MARS 2019

LES POPOTES ROULANTES
un service alimentaire de qualité!



Trouvez une popote près de chez vous :
popotes.org/trouve
1.877.277.2722
regroupement@prazab.org

Suivez-nous sur



Publication : « Votre antiféminisme, nos répliques »



« Lors d'un dîner, d'une fête familiale ou d'une sortie amicale, des proches vous taquent pour vous faire enrager, justifient devant vous les inégalités entre les sexes, lancent des blagues sexistes, lesbophobes ou transphobes, affirment que les féministes exagèrent et que les hommes souffrent d'une crise d'identité masculine. En somme, vous venez d'être la cible d'une attaque antiféministe dans votre vie privée. »

[L'R des centres de femmes du Québec](#) et des chercheurs-es de l'UQAM ont produit cette croustillante étude visant à documenter les impacts de l'antiféminisme dans la vie des femmes, mais surtout, les stratégies qu'elles mettent en oeuvre afin d'y riposter. Les fruits de cette recherche ont été synthétisés et mis en page sous forme de guide pratique, de sorte que ces connaissances soient accessibles à toutes et puissent servir tant au niveau théorique que pratique.

[Pour plus d'information et pour savoir où vous procurer le guide](#)

Et si on osait... bénévoler!

Organisée par la Fédération des centres d'action bénévole du Québec ([FCABQ](#)), la 45e édition de la Semaine de l'action bénévole aura lieu du 7 au 13 avril prochain, sur le thème « Et si on osait... bénévoler! ». Pendant toute cette semaine, les centres d'action bénévole du Québec ainsi que des organismes à but non lucratif organisent de nombreuses activités et événements en l'honneur des bénévoles à travers tout le Québec. C'est LE moment de l'année qui est entièrement dédié à nos supers héros solidaires. Que ce soit sous forme de cocktail, de brunch ou même de souper-spectacle, ce que l'on souhaite avant tout, c'est leur dire MERCI! [Pour toutes les informations](#)

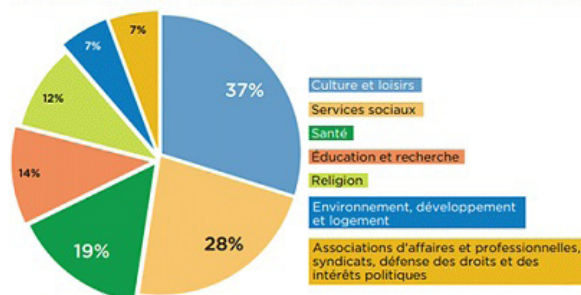
Oser bénévoler, c'est trouver un équilibre entre implication bénévole, vie professionnelle et personnelle. De plus, s'entraider et être solidaire les uns avec les autres amélioreront la santé mentale, la santé physique. Cela permet également d'entretenir un lien social et d'ouvrir des opportunités de carrière.



Rapport « Le bénévolat selon les Québécois »

QUE FONT LES BÉNÉVOLES ?

TABLEAU 7 — SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ S'IMPLIQUENT LES BÉNÉVOLES



Ce rapport révèle d'importantes données concernant la perception du bénévolat dans la société québécoise, tout en effectuant une comparaison avec la réalité vécue par les bénévoles. Cette étude a été conduite par la firme SOM. Le sondage a été effectué auprès de 1000 Québécois et Québécoises en février 2018.

[Pour télécharger le rapport, rendez-vous sur le site du Réseau de l'action bénévole du Québec](#)

Municipalités alliées contre la violence conjugale

Lancée en 2016 par le [Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale](#) et ses 43 maisons membres, cette campagne est une invitation aux municipalités du Québec à s'engager dans la lutte contre la violence conjugale. À ce jour : plus de 389 municipalités, réparties dans 16 régions du Québec, se sont déclarées alliées contre la violence conjugale!

[Voyez ici la liste des municipalités ainsi que tout le matériel disponible pour cette campagne](#)



Nouvelle campagne : *Donne-toi de l'air*



Il y a un certain mystère entourant le travail des centres de femmes. Notamment, les gens confondent les centres de femmes avec les ressources d'hébergement pour femmes victimes de violences. Les centres de femmes sont des milieux de vie dans lesquels on s'outille contre toutes les formes de violences faites aux femmes, mais les centres ne font pas d'hébergement. Ce sont des milieux de vie pour toutes les femmes, dans lesquels on peut : prendre soin de soi, s'entraider, agir ensemble et s'outiller. La campagne *Donne-toi de l'air*, lancé par [L'R des Centres de femmes du Québec](#), crée une série d'occasions de découvrir les centres de femmes du Québec. Pendant six mois, une fois par mois, les centres de femmes membres de L'R vous feront découvrir les différents volets de leur travail! Restez informées en visitant [le site Internet de la campagne](#), et en suivant [la page Facebook de L'R](#).

Publication : « Femmes victimes de violence et système de justice pénale »

Définitivement un ouvrage de référence en la matière, piloté par un collectif d'auteurs-es et des organisations (le [Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale](#), la [Fédération des maisons d'hébergement pour femmes](#), le [Regroupement québécois des CALACS](#) et la [Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle](#)).

L'objectif général de la recherche est d'explorer l'accès des femmes victimes de violence (conjugale, sexuelle et/ ou exploitation sexuelle) au système de justice pénale au Québec, selon l'expérience de ces dernières, à partir de laquelle sont identifiés des obstacles et des leviers à l'accès à la justice.

[Pour télécharger le rapport](#)

Amélioration du processus judiciaire pour les victimes de violence sexuelle et conjugale

Récemment, les responsables de la condition féminine de tous les partis de l'Assemblée nationale ont entrepris une démarche commune pour améliorer le traitement judiciaire de la violence envers les femmes, notamment en réfléchissant à la possibilité d'un tribunal spécialisé sur le sujet. C'est un dossier qui touche de près plusieurs membres et alliés de la Table. Ici l'analyse du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale : « Mais au-delà du véhicule ou du nom, ce sont les mesures d'adaptation à la nature particulière de la violence envers les femmes qui doivent être mises en l'avant. » [Pour lire le texte au complet](#)

Nouvelles de la campagne

L'éducation à la sexualité, ça va pas s'faire par magie !

Lancée par la Fédération du Québec pour le Planning des Naissances (FQPN), la campagne [L'éducation à la sexualité ça va pas s'faire par magie](#) est rendu à plus de 2600 signataires! L'objectif est de faire reconnaître l'importance et l'expertise des groupes communautaires pour l'implantation d'un programme d'éducation à la sexualité positive, inclusive et émancipatrice; et de voir à ce que ce programme soit financé adéquatement ([pour signer la pétition et en savoir plus](#)).

Un état des lieux sur les cours d'éducation sexuelle a été présenté ce mois-ci par la porte-parole de la FQPH, Cindy Pétrieux, sur les ondes de RDI : [pour écouter, c'est ici](#)



La brochure « La violence conjugale, c'est quoi au juste? » fait peau neuve!

Riches de 40 ans d'expertise et d'analyse féministe en violence conjugale, cette brochure s'adresse à toute personne qui veut en savoir plus et mieux comprendre cette problématique sociale.

Pour la commander, communiquez avec nous à info@maisons-femmes.qc.ca ou [directement en ligne](#)



Réflexion

« Rémunération des stages : une lutte féministe »

« Les stages non rémunérés sont monnaie courante dans les professions traditionnellement et majoritairement occupées par des femmes. C'est bien connu : pour être enseignantes, infirmières, travailleuses sociales, sages-femmes ou éducatrices spécialisées et à la petite enfance, pour l'en nommer que quelques-unes, il faut avoir la vocation et une propension naturelle au don de soi. Quoi de plus normal, donc que de devoir cumuler des centaines d'heures de stage sans toucher le moindre dollar avant de pouvoir exercer sa profession... Une logique qui ne s'applique pourtant pas à leurs acolytes en médecine, en génie ou en droit »

Une analyse juste, signée par Sophie Mederi du [Regroupement Naissance-Renaissance](#), appuyée par plusieurs regroupements et coalitions de femmes.

[Pour lire tout le texte](#)

Mettre fin à la stérilisation forcée des femmes autochtones

Récemment, nous avons appris que la stérilisation forcée, sans consentement et sous la contrainte, était encore pratiquée, en 2017 et en 2018, à l'encontre de femmes autochtones partout au Canada : « On a menti à certaines femmes en leur disant que l'intervention était réversible. D'autres ont été séparées de leur bébé jusqu'à ce qu'elles consentent à une ligature des trompes. » Action Canada pour la santé et les droits sexuels, Amnistie internationale Canada, et l'[Association des femmes autochtones du Canada](#) ont préparé [une déclaration conjointe](#) demandant des actions gouvernementales pour #DéfendreLeConsentement et mettre fin à la #StérilisationForcée des femmes autochtones au Canada.



ens d'action sont proposés)

La Loi sur les Indiens est toujours discriminatoire envers les femmes, selon les Nations Unies

Aussi, tout récemment en ce début d'année 2019, le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a statué cette semaine que la loi canadienne enfreint ses obligations internationales, et demande à Ottawa de cesser de traiter différemment environ 270 000 femmes autochtones et leurs descendants. Le Haut-Commissariat demande au Canada de s'assurer que les femmes autochtones et leurs descendants se voient accorder leur statut sur les mêmes bases que les hommes autochtones et leurs descendants.

[Pour voir la déclaration, toutes les informations et les rapports sur le sujet, et pour donner votre appui](#) (plusieurs moy-

[Pour lire les articles sur le sujet, sur Radio-Canada](#)

Trousse d'outils pour les alliées aux luttes autochtones

Le [Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal](#) vient de lancer cette très belle trousse d'éducation populaire, à l'intention de toutes les personnes et organisations désireuses d'en savoir davantage sur le colonialisme et les réalités des Peuples autochtones; et quoi faire pour devenir réellement allié. La trousse est courte, facile à consulter et remplie d'informations et de ressources éclairantes!

[La trousse est disponible gratuitement ici](#)

[Une belle présentation de la trousse sur Radio-Canada](#)



La Coalition solidarité santé appuie la Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique

À sa dernière assemblée générale du 6 décembre dernier, la [Coalition solidarité santé](#) (CSS) a décidé d'appuyer la [Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique \(DUC\)](#), à l'instar de centaines de municipalités et de MRC, des Communautés métropolitaines de Québec et de Montréal, de nombreux autres organismes, dont la Table, et des citoyen.ne.s. de partout au Québec. Par cet appui, la Coalition veut reconnaître les dangers extrêmes pour la santé que fait peser le réchauffement climatique sur la population du Québec, mais aussi les dangers pour sa survie et celle de l'humanité.

[Pour endosser la DUC](#)

Nouvelles de la campagne *De travailleuses à chômeuses, même injustice, même combat!*

Lancée par le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi ([MASSE](#)) en octobre dernier, la campagne [DDe travailleuses à chômeuses, même injustice, même combat!](#) porte sur l'accessibilité à l'assurance-chômage dans une perspective féministe. Récemment, [une vidéo](#) et [un guide d'animation aux fins d'éducation populaire](#) ont été mis en ligne.

Aussi, n'oubliez pas de diffuser la pétition massivement au cours des prochaines semaines (d'ici le 21 février), puisque le dépôt officiel devrait avoir lieu le 26 février, à Ottawa. Il faut faire un dernier blitz de signatures! Si vous avez des copies papier dans vos groupes, envoyez-les avant le 21 février à l'adresse inscrite sur les pétitions.

[Pour signer la version en ligne](#)

[Pour imprimer la version papier](#)



À venir, dossier du Régime d'assurance-médicament public et universel

La question de l'assurance-médicament est à l'ordre du jour du gouvernement fédéral, alors qu'un comité consultatif se penche sur la question, et devrait remettre son rapport au gouvernement d'ici le printemps prochain. Au Québec, une coalition informelle d'alliés syndicaux et communautaires, dont la Table et la Coalition solidarité santé, travaillent actuellement à une déclaration visant à demander, au gouvernement fédéral, l'adoption du principe de régime d'assurance-médicament public et universel - et non celui d'un régime mixte, comme nous avons actuellement au Québec.

La déclaration sera présentée lors d'une conférence de presse à Ottawa, le 1er mars prochain, et la Table sera présente à titre de porte-parole. À surveiller donc! Pour en savoir davantage sur la nécessité de se doter d'un régime d'assurance-médicament public et universel, tant au Québec qu'au Canada, voyez la campagne [Le remède aux coupures](#) et celle de [l'Union des consommateurs](#).

Couverture des soins de santé pour les migrants en situation irrégulière Lettre ouverte au gouvernement fédéral canadien

Récemment, le Canada a été condamné, par le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, pour avoir refusé l'accès à des soins de santé sur la base du statut d'immigration. Cet enjeu touche des centaines de milliers de personnes au pays. Une lettre ouverte au gouvernement fédéral est présentement en circulation, pour récolter des signatures, tant d'organisations que d'individus.

Pour en savoir plus sur cet enjeu, visiter le site Internet [Health care for Migrants](#) (en anglais seulement)

[Pour le texte de la lettre en français](#)

[Pour signer la lettre](#)

Programme Vers un chez soi Une entente Canada-Québec se dessine

Les priorités d'action dont conviendront les deux gouvernements pour Vers un chez soi (VCS), le programme fédéral qui succédera pour 10 ans à la Stratégie de partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI), demeurent à être confirmées. Cependant, tant le ministre fédéral Jean-Yves Duclos que la ministre Danielle McCann ont exprimé des propos qui rejoignent grandement les demandes du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) et ses alliées, dont la Table, à savoir: que le futur programme « Vers un chez soi » s'inscrive dans une véritable approche globale et communautaire.

[Pour plus d'information sur la rencontre avec les ministres](#)

[Une approche globale et communautaire avec Vers un chez soi, campagne de lettre](#)

Le vrai nombre de sans-abri?

Les résultats du 2e dénombrement de l'itinérance visible, mené le 25 avril dernier à Montréal, sortiront bientôt. Après le nombre de 3 016 personnes issu du 1er dénombrement tenu en 2015, le chiffre qui sortira de ce 2e exercice est fort attendu, il sera cependant à considérer avec beaucoup de réserves.

Les dénombrements menés à Montréal l'ont été de bonne foi. La Ville, le réseau de la santé, la police et nombre de groupes communautaires y ont participé. Avec du personnel délogé et des bénévoles, un effort a été fait pour compter toutes les personnes qui étaient itinérantes dans les refuges, la rue, les hôpitaux, les centres de jour et d'autres ressources. Cependant, le problème est l'outil en soi, car il ne produit qu'un polaroid imparfait.

[Voyez toute l'analyse à ce sujet](#)

Et cette publication du RAPSIM, toujours une référence en la matière : [L'itinérance à Montréal. Au-delà des chiffres](#)



Campagne *Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement*

Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) a lancé, le 4 décembre dernier, sa campagne « [Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement](#) ». Cette campagne a pour objectif de réclamer une réforme complète de la Régie du logement pour rendre le tribunal véritablement juste et accessible aux locataires. À l'heure actuelle, les freins à l'accès à la justice pour les locataires sont nombreux : frais d'ouverture de dossier, absence de bureaux dans plusieurs régions, difficultés des procédures et manque d'assistance des juges, longs délais d'attente, impossibilité de se défendre pour une cause en non-paiement de loyer, etc. Il faut ajouter à cela le grave parti pris de la Régie du logement pour les propriétaires, en priorisant systématiquement les dossiers en non-paiement de loyer et en étant laxiste envers les atteintes au maintien au droit dans les lieux des locataires.

[Pour signer la pétition](#) | [Site de la campagne](#)



Déclaration commune pour le salaire minimum à 15\$/heure

Depuis 2012, la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure est devenue un enjeu majeur à travers l'Amérique du Nord. Au Canada, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont déjà annoncé une hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure. Au Québec, malgré un fort mouvement porté par les organisations syndicales, communautaires, étudiantes et politiques, le salaire minimum n'est que de 12 \$ l'heure (12.50 à compter du 1er mai 2019). Pourtant, des recherches comme celles de l'IRIS confirment qu'un salaire de 15 \$/h est le minimum pour sortir de la pauvreté, et permettre à une personne de vivre une vie décente au Québec.

[Vidéo de la conférence de presse du 2 décembre et déclaration à signer en ligne](#)

[Et toutes les informations sur la campagne 5-10-15](#)

Voyez aussi la toute récente action « [Dormez-vous sur la "switch"? Réveillez-vous!](#) », menée dans le cadre de cette campagne par la Coalition régionale de l'Estrie de la Campagne 5-10-15 : des réveille-matins envoyés aux députés de l'Estrie, au ministre du Travail et au premier ministre!

**IL NOUS FAUT
PLUS
QUE ÇA.**



Les groupes de défense collective de droits craignent un virage individuel dans le financement gouvernemental

Les groupes en défense collective des droits se sont vus annoncés, pour l'année 2018-2019, un rehaussement de leur financement à la mission de l'ordre de 2.2 millions\$ - une augmentation « [à saveur amère](#) », comme la qualifiée le Regroupement des organismes en défense collective des droits ([RODCD](#)). Car outre l'annonce que les subventions seront indexées qu'à la hauteur de 1% jusqu'en 2023, de nombreux groupes craignent d'être menacés dans leur autonomie, avec la volonté affirmée du gouvernement de « soutenir davantage les groupes offrant des services individuels ».

À ce sujet, voyez les excellentes infographies de réflexion illustrant [les conséquences du financement des services individuels sur l'autonomie et les missions des groupes de défenses collective des droits](#), du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ).

Également sur le sujet : [Les groupes de défense collective de droits craignent un virage individuel dans le financement gouvernemental](#)

Journée internationale des femmes 2019 Thème, visuel et calendrier

Tout frais sortis des ateliers du Collectif 8 mars, les outils visuels de la prochaine Journée internationale sur les droits des femmes portent pour thème le #Respect!

[Pour plus d'information sur le thème, le calendrier et les outils](#)



Publications : « 11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique »

Qu'est-ce que le racisme systémique? On entend par cela les oppressions diverses, mais toujours connexes vécues par les personnes racisées dans des domaines comme le travail, la justice pénale, la santé, l'éducation, le logement, etc. Ainsi, le simple nom de famille d'une personne peut représenter un obstacle majeur à l'obtention d'un emploi ou d'un logement, et le Québec n'est pas aussi distinct qu'on voudrait parfois le croire.

Sous la direction de Amel Zaazaa et Christian Nadea, avec des textes de : Stella Adjoké, Idil Issa, Marc-Édouard Joubert, Lucie Lamarche, Widia Larivière, Christian Nadeau, Cheikh Tidiane Ndiaye, Alexandra Pierre, Will Prosper, Rodney Saint-Éloi, Fabrice Vil, Webster et Amel Zaazaa

[Pour plus d'information](#)

Et pour écouter l'excellente entrevue avec Amel Zaazaa et Alexandra Parent sur l'ouvrage et son sujet, [à l'émission Plus on est de fous, plus on lit](#)



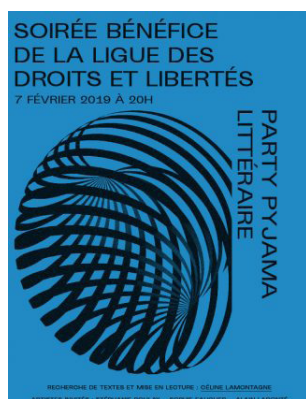
Ressources pour l'éducation à l'antiracisme

Une incontournable et riche liste de ressources, par thème, sur l'éducation à l'antiracisme, pour qui veut s'éduquer et agir.

[Voir ici l'article avec la liste des ressources](#)

Des nouvelles de la Ligue des Droits et Libertés Revue Droits et liberté et 10e soirée-bénéfice

« Pour un contrôle citoyen de la police » : c'est le thème du tout nouveau numéro de la revue Droits et libertés, de la Ligue des droits et liberté (LDL) : « Alors que la police, comme institution, devrait protéger les droits humains et leurs conditions d'exercice (droit à la vie, à la sécurité, à la liberté, etc.), elle est souvent au contraire source de violation de droits : profilage discriminatoire, surveillance de militant-e-s, brutalité policière, contrôle des manifestations, etc. Après des décennies de travail sur ce dossier, nous constatons que malgré l'importance des enjeux, la population et les groupes sociaux ont très peu de prise sur cette institution très opaque et fermée. C'est ce constat qui nous a amenés à plonger au cœur de l'univers policier dans ce numéro de Droits et libertés, afin de contribuer à lever le voile d'opacité qui entoure les forces policières et leurs rapports avec la société et les autorités politiques. » [Information sur le numéro ici](#)



10e soirée-bénéfice de la Ligue des droits et libertés

Pour sa 10e soirée-bénéfice, la LDL s'associe avec l'équipe des Cabarets Pyjama Littéraire et vous convie à une soirée où la présentation de textes engagés sera mise à l'honneur : contes, poésies, théâtre... Artistes invités : Stéphanie Boulay, Sophie Faucher, Alain Labonté, Céline Lamontagne, Claudia Larochelle, Benoît Sarrasin, Elkanah Talbi (Queen Ka), Yann Perreau, Dumas, Alain Zouvi, et plusieurs autres... Si vous êtes à ou près de Montréal, réservez donc votre jeudi soir 7 février 2019, et conviez-y vos parents et ami-e-s! [Toutes les informations et pour réserver vos billets](#)

Rapport annuel de la Protectrice du citoyen Les services publics doivent honorer leurs engagements

La protectrice du citoyen, Marie Rinfret, a présenté récemment son rapport annuel 2017-2018, à l'Assemblée nationale. Elle y dresse des constats alarmants concernant la qualité des services publics du Québec, dont plusieurs concernant la santé et les services sociaux :

- Le nombre de personnes qui ont reçu des services de soutien à domicile de longue durée est inférieur à la cible annoncée dans le Plan stratégique 2015-2020 du ministère de la Santé et des Services sociaux. Bien que ce nombre soit en hausse, il demeure insuffisant vu l'augmentation du nombre de personnes ayant besoin de ces services.
- Dans un contexte de pénurie de personnel, des CHSLD implantent des pratiques contraires à celles qui doivent guider la prestation des soins et des services dans un tel milieu.



[Consulter le site du rapport pour toutes les informations et pour télécharger le document](#)

Accès à l'hébergement public : appel à témoignage de personnes âgées ou de leurs proches

Vous avez déjà fait une demande d'hébergement permanent dans un CHSLD, une ressource intermédiaire ou une ressource de type familial pour vous ou l'un de vos proches? Le Protecteur du citoyen souhaite recevoir vos témoignages et à répondre à un sondage. Les témoignages reçus permettront de mener à bien une enquête systémique sur l'accès à l'hébergement public dans les différents établissements de santé et de services sociaux du Québec.

À noter : les témoignages doivent concerner des demandes formulées au cours des quatre dernières années (depuis 2015).
Date limite pour répondre au sondage : 28 février 2019. Toutes les réponses seront traitées confidentiellement.

[Pour plus d'information](#)

Loi sur les normes du travail et Loi sur le harcèlement psychologique Nouvelles dispositions entrées en vigueur au 1er janvier

Guide pratique – Changements à la Loi sur les normes du travail

À l'automne 2018, la Loi sur les normes du travail a fait l'objet de plusieurs modifications, dont la majorité sont entrées en vigueur à compter du 1er janvier 2019. L'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés a créé et met à la disposition des employeurs, gratuitement, un guide pour aider mieux connaître et mettre en place les changements.

[Pour accéder au guide](#)

Ressources et modèle de politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail

Entre autres modification en vigueur depuis le 1er janvier : la Loi oblige maintenant tous les employeurs du Québec à adopter et à rendre disponible à leur personnel une politique de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail et de traitement des plaintes.

Afin d'aider les employeurs, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a développé un modèle de politique disponible sur son site Web. Ce modèle propose les principaux sujets qui devraient être inclus dans une telle politique et contient des informations qui aident à reconnaître les comportements pouvant être reconnus comme du harcèlement psychologique ou sexuel au travail.

[Voyez ici : informations et ressources sur le sujet, et le modèle proposé](#)

Encore plus de publications !

« Aînés, des réponses à vos questions »

Un guide de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), entièrement consacré aux droits, par ou pour les personnes aînées.

[Pour consulter et télécharger le guide](#)

« Situation des droits humains dans le monde en 2018 » et la voix des femmes

Présenté à la toute fin de l'année, le « Rapport sur la situation des droits humaine en 2018 » d'Amnistie internationale met l'accent sur le pouvoir de la voix des femmes.

Télécharger la version française et voyer le communiqué d'Amnistie internationale Canada francophone ici : « [Les politiques opprimantes et sexistes ont galvanisé le combat pour les droits des femmes en 2018](#) ».

« Services publics ou fortunes privées? »

Quand les multinationales et les grandes fortunes ne payent pas leur juste part d'impôt, elles privent les États de ressources pour financer les services publics essentiels, comme la santé ou l'éducation. Les gouvernements doivent agir contre les inégalités avec des mesures de justice fiscale. Oxfam-Québec vient tout juste de sortir un lourd rapport à ce sujet, démontrant, chiffre à l'appui, comment la fortune des plus riches n'a cessé de croître, depuis la dernière crise financière; et les services publics se dégrader constamment, dans la majorité des pays, incluant au Québec et au Canada.

[Pour consulter les faits saillants et le rapport](#)

Symposium

Éthique et travail social : nouvelles voies pour la pensée et pour l'action

Le symposium aura lieu du 5 au 7 mars prochains, à l'UQAM. Cet événement vise à mettre en commun des réflexions actuelles sur les questions éthiques liées à l'intervention sociale, en créant des opportunités de dialogue entre actrices et acteurs occupant des places diverses dans ce champ : intervenants-es, public, étudiants-es, militants-es, enseignants-es et chercheurs-es.

[Le programme préliminaire du symposium et les détails pour s'inscrire peuvent être consultés ici](#)